



Le 23 février 2023

Pour publication immédiate

QUÉBECOR INC. ANNONCE SES RÉSULTATS CONSOLIDÉS POUR L'EXERCICE 2022 ET LE QUATRIÈME TRIMESTRE 2022

Montréal (Québec) – Québecor inc. (« Québecor » ou la « Société ») communique aujourd'hui ses résultats financiers consolidés pour l'exercice 2022 et le quatrième trimestre 2022. Québecor consolide les résultats financiers de sa filiale Québecor Média inc. (« Québecor Média »), qu'elle détient en propriété exclusive.

Faits saillants

Exercice 2022

- En 2022, Québecor a enregistré des flux de trésorerie d'exploitation ajustés¹ de 1,44 G\$, en hausse de 57,5 M\$ (4,2 %), un BAIIA ajusté² de 1,93 G\$, en baisse de 38,7 M\$ (-2,0 %) et des revenus de 4,53 G\$, en baisse de 22,5 M\$ (-0,5 %) par rapport à l'exercice 2021.
- Le secteur Télécommunications a affiché, en 2022, une hausse de 117,2 M\$ (8,8 %) de ses flux de trésorerie d'exploitation ajustés et une augmentation de 37,2 M\$ (2,0 %) de son BAIIA ajusté.
- Progression des revenus de Vidéotron ltée (« Vidéotron ») en 2022 en services et équipements mobiles (113,6 M\$ ou 11,5 %) et en accès Internet (36,7 M\$ ou 3,1 %).
- Augmentation nette de 125 200 UGR (2,0 %) en 2022 pour Vidéotron (incluant l'ajout des 57 000 UGR de VMedia Inc. (« VMedia ») au moment de son acquisition), dont 108 500 lignes (6,8 %) en téléphonie mobile, 63 400 clients (3,4 %) aux services d'accès Internet (incluant l'ajout des 37 200 clients de VMedia au moment de l'acquisition) et 49 500 clients (9,8 %) aux services de vidéo sur demande par abonnement (« VSDA »).
- Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 599,7 M\$ (2,55 \$ par action de base), en hausse de 21,3 M\$ (0,17 \$ par action de base).
- Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies³ de 624,8 M\$ (2,66 \$ par action de base), en hausse de 2,9 M\$ (0,11 \$ par action de base).
- Le 12 août 2022, Vidéotron a conclu une entente définitive avec Rogers Communications Inc. (« Rogers ») et Shaw Communications Inc. (« Shaw ») pour l'acquisition de Freedom Mobile Inc. (« Freedom Mobile ») pour un montant de 2,85 G\$ en assumant une encaisse et un endettement nuls. Cette transaction se conclurait sensiblement au même moment que la clôture de l'acquisition de Shaw par Rogers. L'acquisition de Freedom Mobile inclut l'acquisition de toute la clientèle des services sans fil et Internet de la marque Freedom Mobile ainsi que de l'infrastructure, du spectre et des points de vente qui lui appartiennent. Elle comprend également un engagement à long terme de Shaw et de Rogers visant à fournir à Vidéotron des services de transport (notamment par l'intermédiaire du réseau de raccordement et du réseau dorsal) et des services d'itinérance. Cette transaction contribuera à l'expansion des services de télécommunications de la Société en Ontario et dans l'Ouest canadien. Le 31 décembre 2022, le Tribunal de la concurrence a rejeté une demande du commissaire de la concurrence visant à bloquer l'acquisition de Freedom Mobile par Vidéotron ainsi que l'acquisition de Shaw par Rogers. Par la suite, le 24 janvier 2023, la Cour d'appel fédérale a rejeté l'appel de la décision du Tribunal par le commissaire. L'acquisition de Freedom Mobile par Vidéotron demeure, à ce stade-ci, conditionnelle à l'approbation d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada (« ISDE »), qui procède actuellement à l'étude de celle-ci. Rogers, Shaw et Vidéotron

¹ Voir « Définitions – Flux de trésorerie d'exploitation ajustés ».

² Voir « Définitions – BAIIA ajusté ».

³ Voir « Définitions – Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies ».

ont annoncé, le 17 février 2023, avoir convenu de reporter au 31 mars 2023 la date limite de clôture de toutes les transactions. En prévision de l'acquisition de Freedom Mobile, Vidéotron a obtenu des engagements de financement de la part d'un syndicat d'institutions financières à l'égard d'une facilité de crédit à terme garantie d'une taille pouvant atteindre 2,40 G\$, composée de trois tranches ayant des échéances allant jusqu'à quatre ans.

- En juillet 2022, Vidéotron a fait l'acquisition de VMedia, un fournisseur indépendant de services de télécommunications reconnu dans le marché canadien. Cette entreprise devient ainsi un partenaire important qui permettra de bonifier le plan de Québecor à l'échelle canadienne par le biais d'offres multiservices avantageuses qui donneront aux consommatrices et consommateurs canadiens plus de choix à meilleur prix.
- Québecor Média a remboursé à l'échéance, le 17 janvier 2023, ses billets de premier rang d'un montant en capital de 850,0 M\$ US, portant intérêt à un taux de 5,75 %, et les contrats de couverture afférents ont été réalisés pour une contrepartie totale en espèces de 830,9 M\$. Des prélèvements sur la facilité de crédit renouvelable garantie de Vidéotron ont été utilisés pour financer ce remboursement.
- Gestion d'événements Gestev inc., une filiale du secteur Sports et divertissement, a annoncé, le 25 octobre 2022, qu'elle devenait le nouveau gestionnaire du Théâtre du Casino du Lac-Leamy, ce qui lui permet d'exploiter, de diffuser et d'offrir une programmation unique et diversifiée aux amateurs de spectacles de la grande région de Gatineau-Ottawa.

Quatrième trimestre 2022

- Au quatrième trimestre 2022, Québecor a enregistré des revenus de 1,19 G\$, en hausse de 1,1 M\$ (0,1 %), un BAIIA ajusté de 483,0 M\$, en baisse de 15,8 M\$ (-3,2 %) et des flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 359,4 M\$, en baisse de 11,2 M\$ (-3,0 %) par rapport à la même période de 2021.
- Le secteur Télécommunications a affiché au quatrième trimestre 2022, une hausse de 9,4 M\$ (2,0 %) de son BAIIA ajusté et de 1,9 M\$ de ses flux de trésorerie d'exploitation ajusté.
- Augmentation nette de 24 600 UGR (0,4 %) pour Vidéotron au quatrième trimestre 2022, dont 34 900 clients (6,7 %) à la VSDA, 13 100 lignes (0,8 %) en téléphonie mobile et 1 300 clients (0,1 %) à l'accès Internet.
- Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 142,5 M\$ (0,62 \$ par action de base), en baisse de 18,0 M\$ (0,05 \$ par action de base).
- Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies de 159,4 M\$ (0,69 \$ par action de base), en hausse de 1,8 M\$ (0,03 \$ par action de base).

Déclarations de Pierre Karl Péladeau, président et chef de la direction de Québecor :

« Œuvrant dans un environnement très concurrentiel tout au long de l'exercice 2022, Québecor a maintenu sa rigueur opérationnelle et financière, tout en demeurant axée sur ses priorités stratégiques. Cette solide discipline a notamment permis à la Société d'augmenter ses flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 4,2 %, pour atteindre 1,44 G\$ en 2022. Nous bénéficions, au 31 décembre 2022, d'un bilan solide et de ressources financières importantes pour poursuivre la réalisation de nos priorités, dont des liquidités disponibles nettes de 1,72 G\$. Pour sa part, Vidéotron s'est de nouveau démarquée en 2022, grâce à de bons résultats dans les secteurs concurrentiels de la téléphonie mobile et des services d'accès Internet, ce qui s'est traduit par une hausse de ses flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 117,2 M\$ ou 8,8 %, pour atteindre 1,46 G\$, et une augmentation de son BAIIA ajusté de 37,2 M\$ ou 2,0 %, pour atteindre 1,91 G\$. Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés et le BAIIA ajusté représentent respectivement 39,2 % et 51,4 % des revenus de Vidéotron, soit de loin les meilleures performances de l'industrie des télécommunications au Canada.

Nous avons salué, le 24 janvier 2023, la décision claire, sans équivoque et unanime de la Cour d'appel fédérale qui a rejeté l'appel du commissaire de la concurrence qui s'opposait à l'acquisition proposée de Freedom Mobile par Vidéotron. Dans le contexte actuel de revue de cette transaction par ISDE, nous réitérons notre volonté d'attaquer l'oligopole canadien des télécommunications et notre engagement à créer une nouvelle concurrence pour faire baisser les prix comparativement élevés que doivent toujours payer les Canadiens, tout comme nous l'avons fait au Québec depuis plus de douze ans. Nous continuons de travailler de concert avec ISDE pour obtenir les approbations requises.

Fort du succès des marques Vidéotron et Fizz, le secteur Télécommunications continue de gagner des parts de marché en téléphonie mobile, avec l'ajout de 108 500 (6,8 %) lignes au cours des 12 derniers mois. Le nombre de clients au service d'accès Internet continue également d'augmenter, comme en témoigne la hausse de 63 400 clients (3,4 %), y compris l'ajout des 37 200 clients de VMedia. Comptant désormais plus de 552 000 abonnés, nos services de VSDA Club illico et Vrai poursuivent leur lancée. Grâce à une offre originale, variée et constamment renouvelée, le nombre d'abonnés ne cesse de croître, comme l'illustre la hausse de 49 500 clients (9,8%) au cours des 12 derniers mois.

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA ») a généré un BAIIA ajusté de 19,4 M\$ en 2022, comparativement à 80,3 M\$ en 2021. Groupe TVA a continué d'investir massivement en contenu, ce qui lui a permis de bonifier sa programmation automnale et de gagner 1,5 part de marché combinée pour le Réseau TVA et nos services spécialisés, qui ont atteint 40,3 parts. Nos grandes émissions de variétés et nos séries originales continuent de se classer parmi les émissions millionnaires les plus écoutées, notamment *Chanteurs masqués*, *Révolution* ainsi que la nouvelle quotidienne *Indéfendable*. Toutefois, les résultats de 2022 de Groupe TVA continuent de refléter la baisse de rentabilité qui affecte l'ensemble de ses activités et l'industrie en général dans laquelle l'entité évolue. Le phénomène bien installé de la réduction des audiences de la télédiffusion en raison, entre autres, des multinationales de la VSDA, jumelé à la concurrence tout aussi inéquitable que déloyale pratiquée par la Société Radio-Canada, qui s'est lancée dans une course aux cotes d'écoute non prévue à son mandat, fragilisent les médias québécois, leur pérennité et l'écosystème actuel de notre télévision. S'ajoute le traitement commercial hautement préjudiciable réservé à l'ensemble de nos services spécialisés par le distributeur Bell Télé, qui continue de verser des redevances en deçà de la valeur marchande de nos chaînes, tout en continuant de favoriser ses propres chaînes.

Les considérations systémiques énoncées précédemment, tout comme le ralentissement économique actuel, créent beaucoup d'incertitude sur le marché. Face à ces circonstances et devant l'absence d'intervention réglementaire et gouvernementale depuis longtemps mises en évidence et pour lesquelles nous avons à plusieurs reprises interpellé les pouvoirs publics, nous sommes forcés de prendre les mesures appropriées afin de rétablir la situation financière et d'assurer la pérennité de Groupe TVA. Par conséquent, nous avons annoncé, le 16 février 2023, une réduction importante de nos charges opérationnelles pour l'ensemble de nos secteurs, entraînant notamment l'abolition d'un total d'environ 240 postes pour Groupe TVA, NumériQ, Québecor Expertise Média et Québecor Contenu, soit approximativement 10 % de l'effectif combiné de ces quatre entités. Cette décision est difficile, mais nécessaire dans le contexte actuel.

Le BAIIA ajusté consolidé de Québecor a diminué de 2,0 % en 2022, reflétant surtout l'impact des investissements massifs dans du contenu unique de qualité, tant sur le Réseau TVA que sur les plateformes de services de VSDA.

Par ailleurs, ayant atteint, en 2022, la cible de verser de 30 % à 50 % de ses flux monétaires libres, le conseil d'administration de Québecor a pris la décision de maintenir, pour le moment, le dividende à son niveau actuel.

S'appuyant sur nos fondations solides, notre expertise reconnue et notre force d'innovation, nous sommes plus que jamais engagés à poursuivre notre ambitieux plan d'expansion à l'échelle canadienne. Nos nombreuses réalisations ont été rendues possibles grâce au talent de nos équipes. Je tiens d'ailleurs à souligner le dévouement exceptionnel de l'ensemble de nos employés tout au long de l'année. Alors que nous évoluons dans un contexte de ralentissement économique et d'inflation élevée, nous poursuivons la saine gestion de nos opérations et notre grande discipline financière, guidés par notre objectif de création de valeur à long terme au bénéfice de nos clients, de nos employés, de nos actionnaires et de nos communautés. »

Pandémie de la COVID-19

Depuis mars 2020, la pandémie de la COVID-19 a eu un impact sur certains résultats de la Société, plus particulièrement pour les secteurs Média et Sports et divertissement. Compte tenu des incertitudes entourant l'évolution de la pandémie, y compris toute nouvelle vague importante, il est impossible de déterminer avec certitude tous les impacts futurs découlant de la crise sanitaire sur les résultats d'exploitation.

Mesures non normalisées selon les IFRS

La Société utilise des mesures non normalisées selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, les flux de trésorerie d'exploitation ajustés, les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies et le ratio d'endettement net consolidé ainsi que des indicateurs clés de rendement, dont l'unité génératrice de revenus (« UGR »). Les définitions des mesures non normalisées selon les IFRS et de l'indicateur clé de rendement utilisés par la Société, dans ce communiqué, sont présentées dans la section « Définitions ».

Tableaux financiers

Tableau 1

Sommaire consolidé des résultats, des flux de trésorerie et du bilan

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action de base)

	Exercices terminés les 31 décembre			Trois mois terminés les 31 décembre		
	2022	2021	2020	2022	2021	
Résultats						
Revenus :						
Télécommunications	3 718,2	\$ 3 735,0	\$ 3 622,6	\$ 960,0	\$ 953,1	\$
Média	755,4	776,0	650,5	215,4	212,4	
Sports et divertissement	190,6	167,0	158,0	54,1	53,2	
Intersectoriels	(132,3)	(123,6)	(113,3)	(44,5)	(34,8)	
	4 531,9	4 554,4	4 317,8	1 185,0	1 183,9	
BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif) :						
Télécommunications	1 912,9	1 875,7	1 864,4	475,9	466,5	
Média	25,0	83,4	82,2	14,8	28,8	
Sports et divertissement	19,4	20,4	8,7	2,6	4,2	
Siège social	(22,8)	(6,3)	(2,7)	(10,3)	(0,7)	
	1 934,5	1 973,2	1 952,6	483,0	498,8	
Amortissement	(767,7)	(783,8)	(803,2)	(189,9)	(197,6)	
Frais financiers	(323,0)	(333,4)	(328,2)	(79,4)	(79,5)	
(Perte) gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	(19,2)	14,4	8,0	(16,5)	7,2	
Restructuration des activités d'exploitation et autres éléments	(14,5)	(4,1)	(39,2)	(5,2)	(7,8)	
Perte sur refinancement de la dette	—	(80,9)	—	—	—	
Impôts sur le bénéfice	(213,4)	(197,0)	(205,8)	(49,5)	(56,6)	
Bénéfice lié aux activités abandonnées	—	—	33,2	—	—	
Bénéfice net	596,7	\$ 588,4	\$ 617,4	\$ 142,5	\$ 164,5	\$
Bénéfice lié aux activités poursuivies attribuable aux actionnaires	599,7	\$ 578,4	\$ 574,0	\$ 142,5	\$ 160,5	\$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	599,7	578,4	607,2	142,5	160,5	
Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies	624,8	621,9	594,5	159,4	157,6	
Par action de base :						
Bénéfice lié aux activités poursuivies attribuable aux actionnaires	2,55	2,38	2,28	0,62	0,67	
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	2,55	2,38	2,41	0,62	0,67	
Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies	2,66	2,55	2,36	0,69	0,66	

Tableau 1 (suite)

	Exercices terminés les 31 décembre			Trois mois terminés les 31 décembre		
	2022	2021	2020	2022	2021	
Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels :						
Télécommunications	457,1	\$ 537,1	\$ 596,1	\$ 115,7	\$ 108,2	\$
Média	32,0	44,9	38,0	6,2	17,3	
Sports et divertissement	3,9	4,3	3,4	1,3	1,7	
Siège social	1,9	4,8	2,7	0,4	1,0	
	494,9	591,1	640,2	123,6	128,2	
Acquisitions de licences de spectre	–	830,0	–	–	664,0	
Flux de trésorerie :						
Flux de trésorerie d'exploitation ajustés						
Télécommunications	1 455,8	1 338,6	1 268,3	360,2	358,3	
Média	(7,0)	38,5	44,2	8,6	11,5	
Sports et divertissement	15,5	16,1	5,3	1,3	2,5	
Siège social	(24,7)	(11,1)	(5,4)	(10,7)	(1,7)	
	1 439,6	1 382,1	1 312,4	359,4	370,6	
Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies ¹	783,2	572,3	782,8	223,6	190,9	
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	1 262,7	1 182,6	1 431,5	325,5	323,1	
Dividendes déclarés	282,1	267,6	201,1	69,4	65,8	
Dividendes déclarés par action de base	1,20	1,10	0,80	0,30	0,28	
Bilan :						
Espèces et quasi-espèces	6,6	\$ 64,7	\$ 136,7	\$		
Fonds de roulement	(724,7)	50,4	(70,4)			
Actif net lié aux instruments financiers dérivés	520,3	382,3	597,1			
Actif total	10 625,3	10 763,0	9 861,6			
Dette à long terme totale (y compris la portion à court terme)	6 517,7	6 554,0	5 786,4			
Obligations locatives (court et long terme)	186,2	183,2	173,3			
Débiteures convertibles, y compris les dérivés incorporés	160,0	141,6	156,5			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	1 357,3	1 255,6	1 112,6			
Capitaux propres	1 483,5	1 378,8	1 214,1			
Ratio d'endettement net consolidé¹	3,20x	3,19x	2,68x			

¹ Voir « Mesures non normalisées selon les IFRS ».

Comparaison des exercices 2022 et 2021

Revenus de 4,53 G\$, en baisse de 22,5 M\$ (-0,5 %).

- Diminution dans les secteurs Télécommunications (16,8 M\$ ou -0,4 % des revenus du secteur) et Média (20,6 M\$ ou -2,7 %).
- Augmentation dans le secteur Sports et divertissement (23,6 M\$ ou 14,1 %).

BAlIA ajusté de 1,93 G\$, en baisse de 38,7 M\$ (-2,0 %).

- Hausse dans le secteur Télécommunications (37,2 M\$ ou 2,0 % du BAlIA ajusté du secteur).
- Baisse dans les secteurs Média (58,4 M\$ ou -70,0 %) et Sports et divertissement (1,0 M\$ ou -4,9 %).
- Écart défavorable au siège social (16,5 M\$), en raison principalement d'un changement dans l'allocation des frais corporatifs.
- La variation de la juste valeur des options d'achat d'actions et des unités d'actions de Québecor a entraîné un écart défavorable de 8,5 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société en 2022, par rapport à 2021.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 599,7 M\$ (2,55 \$ par action de base) en 2022, contre 578,4 M\$ (2,38 \$ par action de base) en 2021, soit une hausse de 21,3 M\$ (0,17 \$ par action de base).

- Les écarts favorables s'expliquent principalement par :
 - la diminution de 80,9 M\$ de la perte sur refinancement de dettes ;
 - la baisse de 16,1 M\$ des frais d'amortissement ;
 - l'écart favorable de 13,0 M\$ des participations ne donnant pas le contrôle ;
 - la diminution de 10,4 M\$ liée aux frais financiers.
- Les écarts défavorables s'expliquent essentiellement par :
 - la baisse de 38,7 M\$ du BAlIA ajusté ;
 - l'écart défavorable de 33,6 M\$ lié à la perte sur évaluation et conversion des instruments financiers, dont 33,3 M\$ sans incidence fiscale ;
 - la hausse de 16,4 M\$ de la charge d'impôts sur le bénéfice ;
 - l'écart défavorable de 10,4 M\$ lié à la restructuration des activités d'exploitation et autres éléments.

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies de 624,8 M\$ (2,66 \$ par action de base) en 2022, contre 621,9 M\$ (2,55 \$ par action de base) en 2021, soit une hausse de 2,9 M\$ (0,11 \$ par action de base).

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 1,44 G\$, en hausse de 57,5 M\$ (4,2 %), expliquée par la baisse de 96,2 M\$ des acquisitions d'immobilisations et des actifs incorporels, contrebalancée en partie par la diminution de 38,7 M\$ du BAlIA ajusté.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 1,26 G\$, en hausse de 80,1 M\$ (6,8 %), expliquée principalement par l'écart favorable de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation, l'écart favorable de la portion monétaire liée à la restructuration des activités d'exploitation et autres éléments et la diminution de la portion monétaire des frais financiers, contrebalancés en partie par la baisse du BAlIA ajusté et la hausse des impôts exigibles.

Comparaison des quatrièmes trimestres 2022 et 2021

Revenus de 1,19 G\$, en hausse de 1,1 M\$ (0,1 %).

- Augmentation dans les secteurs Télécommunications (6,9 M\$ ou 0,7 % des revenus du secteur), Média (3,0 M\$ ou 1,4 %) et Sports et divertissement (0,9 M\$ ou 1,7 %).

BAIIA ajusté de 483,0 M\$, en baisse de 15,8 M\$ (-3,2 %).

- Baisse dans les secteurs Média (14,0 M\$ ou -48,6 % du BAIIA ajusté du secteur) et Sports et divertissement (1,6 M\$ ou -38,1 %).
- Écart défavorable au siège social (9,6 M\$), en raison principalement d'un changement dans l'allocation des frais corporatifs et d'une hausse de la charge de rémunération à base d'actions.
- Hausse dans le secteur Télécommunications (9,4 M\$ ou 2,0 %).
- La variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor et de Québecor Média ainsi que la variation de la valeur des unités d'actions basées sur le prix de l'action de Québecor ont entraîné un écart défavorable de 10,4 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société au quatrième trimestre 2022, par rapport à la même période de 2021.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 142,5 M\$ au quatrième trimestre 2022 (0,62 \$ par action de base), contre 160,5 M\$ (0,67 \$ par action de base) à la même période de 2021, soit un écart défavorable de 18,0 M\$ (0,05 \$ par action de base).

- Les écarts défavorables s'expliquent principalement par :
 - l'écart défavorable de 23,7 M\$ au chapitre du gain ou de la perte sur évaluation et conversion des instruments financiers, dont 23,8 M\$ sans incidence fiscale ;
 - la baisse de 15,8 M\$ du BAIIA ajusté.
- Les écarts favorables s'expliquent surtout par :
 - la diminution de 7,7 M\$ de la charge d'amortissement ;
 - la baisse de 7,1 M\$ de la charge d'impôts sur le bénéfice ;
 - l'écart favorable de 4,0 M\$ des participations ne donnant pas le contrôle.

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies de 159,4 M\$ (0,69 \$ par action de base) au quatrième trimestre 2022, contre 157,6 M\$ (0,66 \$ par action de base) à la même période de 2021, soit une hausse de 1,8 M\$ (0,03 \$ par action de base).

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 359,4 M\$, en baisse de 11,2 M\$ (-3,0 %), expliquée par la hausse de 17,1 M\$ des acquisitions d'immobilisations et la diminution de 15,8 M\$ du BAIIA ajusté, contrebalancées en partie par la baisse de 21,7 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 325,5 M\$, en hausse de 2,4 M\$, expliquée principalement par l'écart favorable de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation et la baisse des impôts exigibles, contrebalancés en partie par la diminution du BAIIA ajusté.

Opérations d'investissement et de financement

- Le 15 février 2023, Groupe TVA a modifié sa facilité de crédit renouvelable garantie de 75,0 M\$ afin de proroger la date d'échéance de février 2023 à février 2024 et de modifier certaines modalités.
- Le 17 janvier 2023, Québecor Média a remboursé à l'échéance ses billets de premier rang d'un montant en capital de 850,0 M\$ US, portant intérêt à un taux de 5,75 %, et les contrats de couverture afférents ont été réalisés pour une contrepartie totale en espèces de 830,9 M\$. Des prélèvements sur la facilité de crédit renouvelable garantie de Vidéotron ont été utilisés pour financer ce remboursement.
- Le 13 janvier 2023, la facilité de crédit renouvelable garantie de Vidéotron a été modifiée afin de l'augmenter de 1,50 G\$ à 2,00 G\$. Certaines clauses et conditions de cette facilité de crédit ont également été modifiées.

- Le 20 mai 2022, Vidéotron a amendé sa facilité de crédit renouvelable garantie de 1,50 G\$ afin de proroger son échéance à juillet 2026, et Québecor Média a amendé sa facilité de crédit renouvelable garantie de 300,0 M\$ afin de proroger son échéance à juillet 2025. Certaines conditions des facilités ont également été modifiées.

Capital-actions

Le 3 août 2022, la Société a déposé un programme de rachat dans le cours normal des activités pour un maximum de 1 000 000 actions catégorie A (droits de vote multiples) (« actions catégorie A ») représentant environ 1,3 % des actions catégorie A émises et en circulation, et pour un maximum de 6 000 000 actions subalternes de catégorie B (comportant droit de vote) (« actions catégorie B ») représentant environ 3,8 % des actions catégorie B émises et en circulation le 29 juillet 2022. Les rachats peuvent être effectués entre le 15 août 2022 et le 14 août 2023, au cours du marché en vigueur sur le marché libre par l'entremise de la Bourse de Toronto ou d'autres systèmes de négociation parallèles au Canada. Toutes les actions ainsi rachetées seront annulées.

Le 5 août 2022, la Société a conclu une entente visant un régime d'achat de titres automatique (le « régime ») avec un courtier désigné en vue de permettre le rachat d'actions aux termes du régime à des moments où il lui serait interdit de le faire en raison de restrictions réglementaires ou de périodes volontaires d'interdiction des opérations. Le régime a été préalablement autorisé par la Bourse de Toronto. Il est en vigueur depuis le 15 août 2022 et se terminera en même temps que le programme de rachat dans le cours normal des activités.

Aux termes du régime, avant d'entrer dans une période volontaire d'interdiction d'opérations, la Société peut demander, sans y être tenue, au courtier désigné de faire des achats dans le cadre du programme de rachat dans le cours normal des activités. Ces achats seront établis à la discrétion du courtier désigné selon des paramètres établis par la Société avant les périodes d'interdiction. En dehors de ces périodes, les rachats seront effectués à la discrétion de la direction de la Société.

En 2022, la Société a racheté et annulé 8 321 451 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 237,0 M\$ (8 914 650 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 282,4 M\$ en 2021). L'excédent de 188,0 M\$ du prix de rachat sur la valeur comptable des actions catégorie B rachetées a été comptabilisé en réduction des bénéfices non répartis (229,8 M\$ en 2021).

Dividendes

Le 22 février 2023, le conseil d'administration de Québecor a déclaré un dividende trimestriel de 0,30 \$ par action sur les actions catégorie A et actions catégorie B. Ce dividende sera versé le 4 avril 2023 aux actionnaires inscrits à la date de clôture des registres le 10 mars 2023. Ce dividende est désigné à titre de dividende déterminé conformément au paragraphe 89(14) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada et à son équivalent provincial.

Participation aux enchères de spectre dans les bandes de 600 MHz et de 3 500 MHz

Le 26 janvier 2023, Québecor a annoncé un investissement de près de 10,0 M\$ par Vidéotron pour l'acquisition de nouvelles licences de spectre au Manitoba, dans la bande de 600 MHz, et au Québec, dans la bande de 3 500 MHz. L'acquisition a été réalisée au terme de la mise aux enchères de licences de spectre restantes qui s'est conclue le 25 janvier 2023 avec l'annonce par ISDE des soumissionnaires provisoirement retenus. Vidéotron accroît ainsi sa capacité de desserte sans fil et continue de paver la voie à une expansion éventuelle prochaine de ses infrastructures sans fil à l'extérieur du Québec.

Débetures convertibles

Conformément aux modalités de l'acte de fiducie régissant les débetures convertibles, le dividende trimestriel déclaré le 2 novembre 2022 sur les actions catégorie B de Québecor a déclenché un ajustement du prix plancher et du prix plafond alors en vigueur. Ainsi, à compter du 18 novembre 2022, les caractéristiques de conversion des débetures convertibles sont assujetties à un prix plancher ajusté d'environ 24,62 \$ par action (soit un nombre maximum d'environ 6 093 373 actions catégorie B correspondant à un ratio de 150,0 M\$ sur le prix plancher ajusté) et à un prix plafond ajusté d'environ 30,77 \$ par action (soit un nombre minimum d'environ 4 874 699 actions catégorie B correspondant à un ratio de 150,0 M\$ sur le prix plafond ajusté).

Conseil d'administration

Le 2 novembre 2022, Me Robert Paré a quitté son poste d'administrateur après huit ans au sein du conseil d'administration de la Société et de Québecor Média. Me Paré était également membre du comité exécutif de Québecor Média. Par ailleurs, à cette même date, Jean B. Péladeau a été nommé administrateur de Québecor et de Québecor Média ainsi que membre du comité exécutif de Québecor Média.

Le 24 février 2022, M. Normand Provost a quitté son poste d'administrateur après 17 ans au sein du conseil d'administration de Québecor Média et huit ans au sein de celui de la Société. Au fil des années, monsieur Provost a notamment agi comme membre du comité exécutif de Québecor Média et comme président du comité d'audit et de gestion des risques de la Société, de Québecor Média et de Vidéotron.

Information financière détaillée

Pour une analyse détaillée des résultats de l'exercice 2022 et du quatrième trimestre 2022 de Québecor, le lecteur peut consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés de Québecor disponibles sur son site à l'adresse <www.quebecor.com/fr/investisseurs/documents-financiers> ou par l'intermédiaire des services de dépôt SEDAR à <www.sedar.com>.

Téléconférence des investisseurs et diffusion sur Internet

Le 23 février 2023, à 11 h (HNE), aura lieu une téléconférence sur les résultats de Québecor pour l'exercice 2022 et le quatrième trimestre 2022, avec une période de questions réservée aux analystes financiers. On peut y accéder en composant le 1 877 293-8052, code d'accès pour les participants 56119#. La téléconférence sera diffusée en direct sur le site Internet de Québecor à l'adresse <www.quebecor.com/fr/investisseurs/conferences-et-assemblee>. Il y a lieu de s'assurer de disposer d'un logiciel adéquat avant d'écouter la téléconférence. L'adresse Internet indiquée ci-dessus comprend des directives ainsi qu'un lien direct pour le téléchargement gratuit du logiciel choisi. Ceux qui seraient dans l'impossibilité d'assister à cette conférence téléphonique pourront avoir accès à une version enregistrée (en anglais seulement) en composant le 1 877 293-8133, code d'accès 56119# et code d'accès de l'enregistrement 0113044#. Cette version enregistrée sera disponible jusqu'au 25 avril 2023.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent communiqué de presse qui ne sont pas des faits historiques constituent des énoncés prospectifs assujettis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de Québecor dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer », ou « croire » ou de la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou toute terminologie similaire. Au nombre des facteurs pouvant entraîner un écart entre les résultats réels et les attentes actuelles figurent la saisonnalité (y compris les fluctuations saisonnières des commandes de clients), les risques d'exploitation (y compris la variation de la demande des clients pour les produits de Québecor et les mesures relatives à l'établissement des prix instaurés par des concurrents), les nouveaux concurrents et la capacité à fidéliser les clients actuels de Québecor et à en attirer de nouveaux, les risques liés à la fragmentation du marché de la publicité, les risques liés aux couvertures d'assurances, les risques associés à l'investissement en capital (y compris les risques liés au développement technologique, à la disponibilité et aux bris des équipements), les risques environnementaux, les risques liés à la cybersécurité et au maintien de la protection des renseignements personnels, les risques liés aux interruptions dues à des bris d'équipements, des pannes de réseaux, la menace de catastrophes naturelles, les épidémies, les pandémies ou d'autres crises de santé publique, y compris la pandémie de la COVID-19, et l'instabilité politique dans certains pays, les risques liés aux mesures d'urgence mises en œuvre par divers gouvernements, les risques associés aux conventions collectives, le risque de crédit, les risques financiers, les risques liés à l'endettement, les risques de fluctuation de taux d'intérêt, les risques de change, les risques associés aux lois et à la réglementation gouvernementale, les risques liés aux changements dans la législation fiscale et la fluctuation générale de la conjoncture politique et économique. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de Québecor et les attentes actuelles, veuillez vous reporter aux documents publics déposés par Québecor et qui sont disponibles à <www.sedar.com> et à <www.quebecor.com>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de Québecor pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

Au nombre des facteurs pouvant entraîner un écart entre les résultats réels et les attentes actuelles, figurent également les avantages et les effets prévus de la transaction de Freedom Mobile, énoncés dans ce communiqué, qui pourraient ne pas se concrétiser ou ne pas se concrétiser dans les délais prévus. En particulier, la transaction de Freedom Mobile pourrait ne pas se conclure ou ne pas se conclure à l'intérieur du calendrier prévu, les conditions des approbations requises des autorités réglementaires à la transaction de Freedom Mobile pourraient ne pas être rencontrées ou pourraient être différentes, et les conditions de clôture pourraient ne pas être rencontrées. De plus, les risques liés à l'acquisition de Freedom Mobile, si complétée, y compris la capacité de Québecor Média à intégrer avec succès les activités de Freedom Mobile, à la suite de l'acquisition, les responsabilités ou les coûts potentiels non connus associés à l'acquisition de Freedom Mobile, et le dénouement de litiges ou d'autres procédures réglementaires associés à l'acquisition de Freedom Mobile ou à la fusion Rogers-Shaw entraînant des changements dans les paramètres de la transaction de Freedom Mobile, pourraient également faire en sorte que les informations prospectives énoncées dans ce communiqué ne se concrétisent pas.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent communiqué de presse reflètent les projections de Québecor au 23 février 2023 et sont sous réserve des changements pouvant se produire après cette date. Québecor décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables l'exigent.

À propos de Québecor

Chef de file canadien des télécommunications, du divertissement, des médias d'information et de la culture, Québecor est l'une des entreprises de communication intégrées les plus performantes de l'industrie. Portées par la volonté de faire vivre la meilleure expérience qui soit à la clientèle, toutes les filiales et marques de Québecor se distinguent par une offre de produits et services de qualité, multiplateformes et convergents.

L'entreprise québécoise Québecor (TSX : QBR. A, QBR. B) emploie près de 10 000 personnes au Canada.

Entreprise familiale fondée en 1950, Québecor est fortement engagée dans la communauté. Chaque année, elle soutient activement plus de 400 organismes dans des domaines essentiels, tels que la culture, la santé, l'éducation, l'environnement et l'entrepreneuriat.

Visitez notre site Internet : <www.quebecor.com>.

Suivez-nous sur Twitter : <[www.twitter.com/Quebecor](https://twitter.com/Quebecor)>.

– 30 –

Source :

Hugues Simard
Chef de la direction financière
Québecor inc. et Québecor Média inc.
hugues.simard@quebecor.com
514 380-7414

Renseignements :

Direction des communications
Québecor inc. et Québecor Média inc.
medias@quebecor.com
514 380-4572

DÉFINITIONS

BAIIA ajusté

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le BAIIA ajusté, tel que concilié avec le bénéfice net conformément aux IFRS, comme le bénéfice net avant l'amortissement, les frais financiers, (la perte) le gain sur évaluation et conversion des instruments financiers, la restructuration des activités d'exploitation et autres éléments, la perte sur refinancement de la dette, les impôts sur le bénéfice et le bénéfice lié aux activités abandonnées. Le BAIIA ajusté, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société se sert du BAIIA ajusté pour évaluer le rendement de ses investissements dans Québecor Média. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses secteurs d'activité.

En outre, le BAIIA ajusté est utile, car il constitue un élément des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Toutefois, cette mesure est limitée puisqu'elle ne tient pas compte du coût périodique des actifs corporels et incorporels nécessaires pour générer les revenus des secteurs de la Société. D'autres mesures qui tiennent compte de ces coûts, telles que les flux de trésorerie d'exploitation ajustés et les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies, sont également utilisées par la Société. La définition du BAIIA ajusté de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 2 présente le rapprochement du BAIIA ajusté avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés de Québecor. Les données financières consolidées pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre 2022 et 2021 présentées dans le tableau 2 proviennent des états financiers consolidés trimestriels non audités de la Société.

Tableau 2

Rapprochement du BAIIA ajusté présenté dans ce communiqué avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés
(en millions de dollars canadiens)

	Exercices terminés les 31 décembre			Trois mois terminés les 31 décembre		
	2022	2021	2020	2022	2021	
BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif) :						
Télécommunications	1 912,9	\$ 1 875,7	\$ 1 864,4	\$ 475,9	\$ 466,5	\$
Média	25,0	83,4	82,2	14,8	28,8	
Sports et divertissement	19,4	20,4	8,7	2,6	4,2	
Siège social	(22,8)	(6,3)	(2,7)	(10,3)	(0,7)	
	1 934,5	1 973,2	1 952,6	483,0	498,8	
Amortissement	(767,7)	(783,8)	(803,2)	(189,9)	(197,6)	
Frais financiers	(323,0)	(333,4)	(328,2)	(79,4)	(79,5)	
(Perte) gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	(19,2)	14,4	8,0	(16,5)	7,2	
Restructuration des activités d'exploitation et autres éléments	(14,5)	(4,1)	(39,2)	(5,2)	(7,8)	
Perte sur refinancement de la dette	—	(80,9)	—	—	—	
Impôts sur le bénéfice	(213,4)	(197,0)	(205,8)	(49,5)	(56,6)	
Bénéfice lié aux activités abandonnées	—	—	33,2	—	—	
Bénéfice net	596,7	\$ 588,4	\$ 617,4	\$ 142,5	\$ 164,5	\$

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies

La Société définit le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que concilié avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires conformément aux IFRS, comme le bénéfice net attribuable aux actionnaires avant (la perte) le gain sur évaluation et conversion des instruments financiers, la restructuration des activités d'exploitation et autres éléments et la perte sur refinancement de la dette, déduction faite des impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements et du bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements et avant le bénéfice lié aux activités abandonnées attribuable aux actionnaires. Le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société utilise le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies pour analyser les tendances en matière de rendement de ses activités. Les éléments énumérés ci-dessus sont exclus du calcul de cette mesure puisqu'ils nuisent à la comparabilité des résultats financiers. Le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies est plus représentatif aux fins d'évaluation du bénéfice prévisible. La définition du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 3 présente le rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés de Québecor. Les données financières consolidées pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre 2022 et 2021 présentées dans le tableau 3 proviennent des états financiers consolidés trimestriels non audités de la Société.

Tableau 3

Rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies présenté dans ce communiqué avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés

(en millions de dollars canadiens)

	Exercices terminés les 31 décembre			Trois mois terminés les 31 décembre		
	2022	2021	2020	2022	2021	
Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies	624,8	\$ 621,9	\$ 594,5	\$ 159,4	\$ 157,6	\$
(Perte) gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	(19,2)	14,4	8,0	(16,5)	7,2	
Restructuration des activités d'exploitation et autres éléments	(14,5)	(4,1)	(39,2)	(5,2)	(7,8)	
Perte sur refinancement de la dette	—	(80,9)	—	—	—	
Impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements ¹	8,6	26,1	9,1	4,8	2,5	
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements	—	1,0	1,6	—	1,0	
Activités abandonnées	—	—	33,2	—	—	
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	599,7	\$ 578,4	\$ 607,2	\$ 142,5	\$ 160,5	\$

¹ Y compris l'impact de la fluctuation de l'impôt sur le bénéfice, applicable sur les éléments ajustés, pour des raisons statutaires ou dans le cadre de transactions fiscales.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés et flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés

Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés représentent le BAIIA ajusté, moins les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des acquisitions et des renouvellements de licences). Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés représentent les fonds disponibles pour les paiements d'intérêts et d'impôts, les déboursés relatifs aux programmes de restructuration, les acquisitions d'entreprises, les acquisitions et renouvellements de licences, le paiement de dividendes, le remboursement de la dette à long terme et d'obligations locatives, et le rachat d'actions. Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés sur une base consolidée par l'exploitation de l'ensemble des secteurs d'activité, en plus des flux de trésorerie d'exploitation générés par chacun d'entre eux. En outre, les flux de trésorerie d'exploitation ajustés sont utiles, car ils constituent un élément des régimes de rémunération incitatif annuel de la Société. La définition des flux de trésorerie d'exploitation ajustés de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies

Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies représentent les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation selon les IFRS, moins les flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des déboursés liés aux acquisitions et aux renouvellements de licences), plus le produit de l'aliénation d'éléments d'actif. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de la Société. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies représentent les fonds disponibles pour les acquisitions d'entreprises, les acquisitions et renouvellements de licences, le paiement de dividendes, le remboursement de la dette à long terme et d'obligations locatives, et le rachat d'actions. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. La définition des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Les tableaux 4 et 5 présentent le rapprochement des flux de trésorerie d'exploitation ajustés et des flux de trésorerie libres générés par les activités d'exploitation poursuivies avec les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation divulgués aux états financiers consolidés. Les données financières consolidées pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre 2022 et 2021 présentées dans les tableaux 4 et 5 proviennent des états financiers consolidés trimestriels non audités.

Tableau 4

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés

(en millions de dollars canadiens)

	Exercices terminés les 31 décembre			Trois mois terminés les 31 décembre		
	2022	2021	2020	2022	2021	
BAlIA ajusté (BAlIA ajusté négatif)						
Télécommunications	1 912,9	\$ 1 875,7	\$ 1 864,4	\$ 475,9	\$ 466,5	\$
Média	25,0	83,4	82,2	14,8	28,8	
Sports et divertissement	19,4	20,4	8,7	2,6	4,2	
Siège social	(22,8)	(6,3)	(2,7)	(10,3)	(0,7)	
	1 934,5	1 973,2	1 952,6	483,0	498,8	
Moins						
Acquisitions d'immobilisations ¹ :						
Télécommunications	(378,9)	(391,5)	(402,1)	(96,9)	(75,0)	
Média	(21,8)	(20,3)	(14,3)	(4,7)	(9,7)	
Sports et divertissement	(1,0)	(0,8)	(0,6)	(0,4)	(0,4)	
Siège social	(0,8)	(1,5)	(1,5)	(0,1)	0,1	
	(402,5)	(414,1)	(418,5)	(102,1)	(85,0)	
Acquisitions d'actifs incorporels ² :						
Télécommunications	(78,2)	(145,6)	(194,0)	(18,8)	(33,2)	
Média	(10,2)	(24,6)	(23,7)	(1,5)	(7,6)	
Sports et divertissement	(2,9)	(3,5)	(2,8)	(0,9)	(1,3)	
Siège social	(1,1)	(3,3)	(1,2)	(0,3)	(1,1)	
	(92,4)	(177,0)	(221,7)	(21,5)	(43,2)	
Flux de trésorerie d'exploitation ajustés						
Télécommunications	1 455,8	1 338,6	1 268,3	360,2	358,3	
Média	(7,0)	38,5	44,2	8,6	11,5	
Sports et divertissement	15,5	16,1	5,3	1,3	2,5	
Siège social	(24,7)	(11,1)	(5,4)	(10,7)	(1,7)	
	1 439,6	\$ 1 382,1	\$ 1 312,4	\$ 359,4	\$ 370,6	\$

¹ Rapprochement avec les flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations selon les états financiers consolidés

	Exercices terminés les 31 décembre			Trois mois terminés les 31 décembre		
	2022	2021	2020	2022	2021	
Acquisitions d'immobilisations	(402,5)	\$ (414,1)	\$ (418,5)	\$ (102,1)	\$ (85,0)	\$
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux acquisitions d'immobilisations (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	7,4	(15,2)	(28,7)	21,7	(6,6)	
Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations	(395,1)	\$ (429,3)	\$ (447,2)	\$ (80,4)	\$ (91,6)	\$

² Rapprochement avec les flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels selon les états financiers consolidés

	Exercices terminés les 31 décembre			Trois mois terminés les 31 décembre		
	2022	2021	2020	2022	2021	
Acquisitions d'actifs incorporels	(92,4)	\$ (177,0)	\$ (221,7)	\$ (21,5)	\$ (43,2)	\$
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	1,0	(11,7)	15,8	(0,5)	1,1	
Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions de licences	—	(830,0)	—	—	(664,0)	
Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels	(91,4)	\$ (1 018,7)	\$ (205,9)	\$ (22,0)	\$ (706,1)	\$

Tableau 5

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies et flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation divulgués aux états financiers consolidés

(en millions de dollars canadiens)

	Exercices terminés les 31 décembre			Trois mois terminés les 31 décembre		
	2022	2021	2020	2022	2021	
Flux de trésorerie d'exploitation ajustés provenant du tableau 4	1 439,6	\$ 1 382,1	\$ 1 312,4	\$ 359,4	\$ 370,6	\$
Plus (moins)						
Portion monétaire des frais financiers	(315,7)	(325,5)	(320,1)	(77,5)	(77,8)	
Portion monétaire liée à la restructuration des activités d'exploitation et autres éléments	(10,3)	(22,0)	(31,6)	(4,4)	(7,5)	
Impôts exigibles	(276,7)	(256,9)	(208,7)	(60,1)	(65,6)	
Autres	1,0	8,6	3,7	(4,8)	2,7	
Variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation	(63,1)	(187,1)	40,0	(10,2)	(26,0)	
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux acquisitions d'immobilisations (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	7,4	(15,2)	(28,7)	21,7	(6,6)	
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	1,0	(11,7)	15,8	(0,5)	1,1	
Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies	783,2	572,3	782,8	223,6	190,9	
Plus (moins)						
Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations	395,1	429,3	447,2	80,4	91,6	
Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des déboursés liés aux achats et aux renouvellements de licences)	91,4	188,7	205,9	22,0	42,1	
Produits de l'aliénation d'éléments d'actif	(7,0)	(7,7)	(4,4)	(0,5)	(1,5)	
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	1 262,7	\$ 1 182,6	\$ 1 431,5	\$ 325,5	\$ 323,1	\$

Ratio d'endettement net consolidé

Le ratio d'endettement net consolidé représente la dette nette consolidée, exclusion faite des débentures convertibles, divisée par le BAIIA ajusté des 12 derniers mois. La dette nette consolidée, exclusion faite des débentures convertibles, représente le total de la dette à long terme, plus les emprunts bancaires, les obligations locatives, la portion à court terme des obligations locatives et les passifs liés aux instruments financiers dérivés, moins les actifs liés aux instruments financiers dérivés et les espèces et quasi-espèces. Le ratio d'endettement net consolidé sert à évaluer le levier financier de la Société et est utilisé par la direction et le conseil d'administration dans les décisions liées à la structure du capital de la Société, y compris la stratégie de financement, et dans la gestion du risque lié aux échéances des dettes. Le ratio d'endettement net consolidé exclut les débentures convertibles puisque ces débentures peuvent être rachetées au gré de la Société, sous certaines conditions, en émettant des actions catégorie B de Québecor. Le ratio d'endettement net consolidé n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS. Il ne vise pas à remplacer des outils d'évaluation conformes aux IFRS ou le bilan afin d'évaluer la situation financière. La définition du ratio d'endettement net consolidé de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises. Le tableau 6 présente le calcul du ratio d'endettement net consolidé ainsi que le rapprochement avec les éléments du bilan divulgués aux états financiers consolidés de Québecor.

Tableau 6

Ratio d'endettement net consolidé

(en millions de dollars canadiens)

	31 déc. 2022		31 déc. 2021		31 déc. 2020	
Dettes à long terme totale¹	6 517,7	\$	6 554,0	\$	5 786,4	\$
Plus (moins)						
Obligations locatives	149,2		147,1		139,0	
Portion à court terme des obligations locatives	37,0		36,1		34,3	
Emprunts bancaires	10,1		–		1,7	
Actifs liés aux instruments financiers dérivés	(520,3)		(405,6)		(625,5)	
Passifs liés aux instruments financiers dérivés	–		23,3		28,4	
Espèces et quasi-espèces	(6,6)		(64,7)		(136,7)	
Dettes nettes consolidées exclusion faite des débiteures convertibles	6 187,1		6 290,2		5 227,6	
Divisée par :						
BAILA ajusté sur 12 mois	1 934,5	\$	1 973,2	\$	1 952,6	\$
Ratio d'endettement net consolidé	3,20x		3,19x		2,68x	

¹ Exclut les variations de la juste valeur de la dette à long terme liées au risque de taux d'intérêt couvert et les frais de financement.

Indicateur clé de rendement

Unité génératrice de revenus

La Société se sert d'un indicateur clé de rendement utilisé dans l'industrie, soit l'UGR. Une UGR représente, le cas échéant, le nombre de clients aux services d'accès Internet, de télédistribution et de VSDA, et le nombre de lignes aux services de téléphonie mobile et filaire. L'UGR n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS, et la définition et la méthode de calcul de l'UGR utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises ou publiées par des autorités publiques.

QUÉBECOR INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action)
(non audités)

	Trois mois terminés les		Douze mois terminés les	
	31 décembre		31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Revenus	1 185,0	\$ 1 183,9	\$ 4 531,9	\$ 4 554,4
Coûts liés au personnel	181,6	167,0	696,9	685,0
Achats de biens et services	520,4	518,1	1 900,5	1 896,2
Amortissement	189,9	197,6	767,7	783,8
Frais financiers	79,4	79,5	323,0	333,4
Perte (gain) sur évaluation et conversion des instruments financiers	16,5	(7,2)	19,2	(14,4)
Restructuration des activités d'exploitation et autres éléments	5,2	7,8	14,5	4,1
Perte sur refinancement de dettes	-	-	-	80,9
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice	192,0	221,1	810,1	785,4
Impôts sur le bénéfice (recouvrement) :				
Exigibles	60,1	65,6	276,7	256,9
Différés	(10,6)	(9,0)	(63,3)	(59,9)
	49,5	56,6	213,4	197,0
Bénéfice net	142,5	\$ 164,5	\$ 596,7	\$ 588,4
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux				
Actionnaires	142,5	\$ 160,5	\$ 599,7	\$ 578,4
Participations ne donnant pas le contrôle	-	4,0	(3,0)	10,0
Résultat par action attribuable aux actionnaires				
De base	0,62	\$ 0,67	\$ 2,55	\$ 2,38
Dilué	0,62	0,63	2,55	2,29
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions)	231,4	239,8	235,2	243,5
Nombre moyen pondéré d'actions diluées (en millions)	231,5	244,6	235,2	248,3

QUÉBECOR INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en millions de dollars canadiens)
(non audités)

Trois mois terminés les
31 décembre

Douze mois terminés les
31 décembre

	2022	2021	2022	2021
Bénéfice net	142,5	164,5	596,7	588,4
Autres éléments du résultat global :				
Éléments pouvant être reclassés aux résultats :				
Couvertures de flux de trésorerie :				
(Perte) gain sur évaluation des instruments financiers dérivés	(0,1)	(11,1)	(67,6)	0,4
Impôts différés	1,6	2,1	8,5	3,1
Gain (perte) sur conversion de participations dans des entreprises associées étrangères	0,9	(17,6)	(5,8)	(17,6)
Éléments qui ne seront pas reclassés aux résultats :				
Régimes à prestations définies :				
(Perte) gain sur réévaluation	(81,2)	(12,5)	141,3	189,5
Impôts différés	21,8	3,5	(37,4)	(50,2)
Instrument de capitaux propres :				
(Perte) gain sur réévaluation d'un instrument de capitaux propres	(6,5)	(0,6)	(12,2)	1,8
Impôts différés	0,9	0,1	1,6	(0,2)
Reclassement aux résultats :				
Gain lié aux couvertures de flux de trésorerie	-	-	-	(1,0)
Impôts différés	-	-	-	0,6
	(62,6)	(36,1)	28,4	126,4
Résultat global	79,9	128,4	625,1	714,8
Résultat global attribuable aux				
Actionnaires	79,6	122,9	620,8	693,0
Participations ne donnant pas le contrôle	0,3	5,5	4,3	21,8

QUÉBECOR INC.

INFORMATION SECTORIELLE

(en millions de dollars canadiens)
(non audité)

Trois mois terminés le 31 décembre 2022

	Télécommu- nications		Média		Sports et divertis- sement		Siège social et inter- sectoriels		Total	
Revenus	960,0	\$	215,4	\$	54,1	\$	(44,5)	\$	1 185,0	\$
Coûts liés au personnel	102,7		56,5		11,2		11,2		181,6	
Achats de biens et services	381,4		144,1		40,3		(45,4)		520,4	
BAlIA ajusté ¹	475,9		14,8		2,6		(10,3)		483,0	
Amortissement									189,9	
Frais financiers									79,4	
Perte sur évaluation et conversion des instruments financiers									16,5	
Restructuration des activités d'exploitation et autres éléments									5,2	
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice									192,0	\$
Flux de trésorerie utilisés pour										
Acquisitions d'immobilisations ²	74,4	\$	5,5	\$	0,4	\$	0,1	\$	80,4	\$
Acquisitions d'actifs incorporels	17,3		3,5		0,9		0,3		22,0	

Trois mois terminés le 31 décembre 2021

	Télécommu- nications		Média		Sports et divertis- sement		Siège social et inter- sectoriels		Total	
Revenus	953,1	\$	212,4	\$	53,2	\$	(34,8)	\$	1 183,9	\$
Coûts liés au personnel	95,9		56,5		10,2		4,4		167,0	
Achats de biens et services	390,7		127,1		38,8		(38,5)		518,1	
BAlIA ajusté ¹	466,5		28,8		4,2		(0,7)		498,8	
Amortissement									197,6	
Frais financiers									79,5	
Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers									(7,2)	
Restructuration des activités d'exploitation et autres éléments									7,8	
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice									221,1	\$
Flux de trésorerie utilisés pour										
Acquisitions d'immobilisations ²	83,6	\$	7,7	\$	0,4	\$	(0,1)	\$	91,6	\$
Acquisitions d'actifs incorporels	695,4		8,1		1,3		1,3		706,1	

QUÉBECOR INC.

INFORMATION SECTORIELLE (suite)

(en millions de dollars canadiens)
(non audité)

Douze mois terminés le 31 décembre 2022

	Télécommu- nications	Média	Sports et divertis- sement	Siège social et inter- sectoriels	Total
Revenus	3 718,2	\$ 755,4	\$ 190,6	\$ (132,3)	\$ 4 531,9
Coûts liés au personnel	397,7	228,5	42,0	28,7	696,9
Achats de biens et services	1 407,6	501,9	129,2	(138,2)	1 900,5
BAlIA ajusté ¹	1 912,9	25,0	19,4	(22,8)	1 934,5
Amortissement					767,7
Frais financiers					323,0
Perte sur évaluation et conversion des instruments financiers					19,2
Restructuration des activités d'exploitation et autres éléments					14,5
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice					810,1
Flux de trésorerie utilisés pour					
Acquisitions d'immobilisations ²	369,7	\$ 23,5	\$ 1,0	\$ 0,9	\$ 395,1
Acquisitions d'actifs incorporels	75,1	12,2	2,9	1,2	91,4

Douze mois terminés le 31 décembre 2021

	Télécommu- nications	Média	Sports et divertis- sement	Siège social et inter- sectoriels	Total
Revenus	3 735,0	\$ 776,0	\$ 167,0	\$ (123,6)	\$ 4 554,4
Coûts liés au personnel	405,9	221,2	33,2	24,7	685,0
Achats de biens et services	1 453,4	471,4	113,4	(142,0)	1 896,2
BAlIA ajusté ¹	1 875,7	83,4	20,4	(6,3)	1 973,2
Amortissement					783,8
Frais financiers					333,4
Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers					(14,4)
Restructuration des activités d'exploitation et autres éléments					4,1
Perte sur refinancement de dettes					80,9
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice					785,4
Flux de trésorerie utilisés pour					
Acquisitions d'immobilisations ²	407,3	\$ 19,7	\$ 0,8	\$ 1,5	\$ 429,3
Acquisitions d'actifs incorporels	986,1	25,5	3,5	3,6	1 018,7

¹ Le chef de la direction utilise le BAlIA ajusté comme mesure du profit pour évaluer le rendement de chaque secteur. Le BAlIA ajusté est une mesure non normalisée selon les IFRS et est définie comme étant le bénéfice net avant l'amortissement, les frais financiers, la perte (le gain) sur évaluation et conversion des instruments financiers, la restructuration des activités d'exploitation et autres éléments, la perte sur refinancement de dettes et les impôts sur le bénéfice.

² Des subventions de 18,9 M\$ et 123,1 M\$ pour les périodes respectives de trois mois et de douze mois terminées le 31 décembre 2022 (39,9 M\$ et 53,8 M\$ en 2021) relativement au déploiement de services Internet haute vitesse dans diverses régions du Québec sont présentées en réduction des acquisitions d'immobilisations correspondantes dans le secteur Télécommunications.

QUÉBECOR INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DES CAPITAUX PROPRES

(en millions de dollars canadiens)
(non audités)

	Capitaux propres attribuables aux actionnaires				Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital-actions	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat global		
Solde au 31 décembre 2020	1 017,8	\$ 17,4	\$ 211,3	\$ (133,9)	\$ 101,5	\$ 1 214,1
Bénéfice net	-	-	578,4	-	10,0	588,4
Autres éléments du résultat global	-	-	-	114,6	11,8	126,4
Dividendes	-	-	(267,6)	-	(0,1)	(267,7)
Rachat d'actions catégorie B	(52,6)	-	(229,8)	-	-	(282,4)
Solde au 31 décembre 2021	965,2	17,4	292,3	(19,3)	123,2	1 378,8
Bénéfice net (perte nette)	-	-	599,7	-	(3,0)	596,7
Autres éléments du résultat global	-	-	-	21,1	7,3	28,4
Dividendes	-	-	(282,1)	-	(1,3)	(283,4)
Rachat d'actions catégorie B	(49,0)	-	(188,0)	-	-	(237,0)
Solde au 31 décembre 2022	916,2	\$ 17,4	\$ 421,9	\$ 1,8	\$ 126,2	\$ 1 483,5

QUÉBECOR INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars canadiens)
(non audités)

	Trois mois terminés les 31 décembre		Douze mois terminés les 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	142,5	\$ 164,5	\$ 596,7	\$ 588,4
Ajustements pour :				
Amortissement des immobilisations	134,2	142,5	548,5	577,4
Amortissement des actifs incorporels	44,9	45,0	176,5	165,3
Amortissement des actifs liés au droit d'utilisation	10,8	10,1	42,7	41,1
Perte (gain) sur évaluation et conversion des instruments financiers	16,5	(7,2)	19,2	(14,4)
(Gain) perte sur vente d'autres actifs	(0,1)	(0,4)	0,5	(19,4)
Dépréciation d'actifs	0,9	0,7	3,7	1,5
Perte sur refinancement de dettes	-	-	-	80,9
Amortissement des frais de financement	1,9	1,7	7,3	7,9
Impôts différés	(10,6)	(9,0)	(63,3)	(59,9)
Autres	(5,3)	1,2	(6,0)	0,9
	335,7	349,1	1 325,8	1 369,7
Variation nette des éléments hors caisse liée aux activités d'exploitation	(10,2)	(26,0)	(63,1)	(187,1)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	325,5	323,1	1 262,7	1 182,6
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations	(80,4)	(91,6)	(395,1)	(429,3)
Subventions différées (utilisées) reçues pour financer les acquisitions d'immobilisations	(18,9)	(39,9)	(123,1)	162,4
	(99,3)	(131,5)	(518,2)	(266,9)
Acquisitions d'actifs incorporels	(22,0)	(706,1)	(91,4)	(1 018,7)
Acquisitions d'entreprises	-	-	(22,1)	(21,0)
Produit de l'aliénation d'éléments d'actif	0,5	1,5	7,0	7,7
Acquisitions de placements et autres	0,2	(67,2)	(6,6)	(75,2)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement	(120,6)	(903,3)	(631,3)	(1 374,1)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Variation nette des emprunts bancaires	(4,3)	(5,6)	10,1	(1,7)
Variation nette des facilités de crédit renouvelable, déduction faite des frais de financement	(92,5)	263,1	(213,3)	269,8
Émission de la dette à long terme, déduction faite des frais de financement	-	-	-	1 986,8
Remboursement de la dette à long terme	(43,5)	(0,4)	(44,6)	(1 565,4)
Remboursement d'obligations locatives	(11,0)	(9,7)	(42,8)	(41,1)
Règlement de contrats de couverture	(0,8)	(0,8)	(1,6)	183,6
Rachat d'actions catégorie B	(33,2)	(56,5)	(237,0)	(282,4)
Dividendes	(69,4)	(65,8)	(282,1)	(267,6)
Dividendes payés à des participations ne donnant pas le contrôle	-	-	(1,3)	(0,1)
Flux de trésorerie (utilisés pour) générés par les activités de financement	(254,7)	124,3	(812,6)	281,9
Variation nette des espèces, quasi-espèces et espèces affectées	(49,8)	(455,9)	(181,2)	90,4
Espèces, quasi-espèces et espèces affectées au début de la période	95,7	683,0	227,1	136,7
Espèces, quasi-espèces et espèces affectées à la fin de la période	45,9	\$ 227,1	\$ 45,9	\$ 227,1
Les espèces, quasi-espèces et espèces affectées se composent comme suit				
Espèces	6,2	\$ 63,6	\$ 6,2	\$ 63,6
Quasi-espèces	0,4	1,1	0,4	1,1
Espèces affectées	39,3	162,4	39,3	162,4
	45,9	\$ 227,1	\$ 45,9	\$ 227,1
Intérêts et impôts présentés dans les activités d'exploitation				
Intérêts payés en espèces	130,5	\$ 126,8	\$ 311,3	\$ 332,1
Impôts payés en espèces (déduction faite des remboursements)	59,5	57,2	282,4	282,3

QUÉBECOR INC.

BILANS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars canadiens)
(non audités)

31 décembre

31 décembre

2022

2021

Actif

Actif à court terme

Espèces et quasi-espèces	6,6	\$	64,7	\$
Espèces affectées	39,3		162,4	
Débiteurs	840,7		745,1	
Actifs liés à des contrats	50,2		129,4	
Impôts sur le bénéfice	10,8		7,3	
Stocks	406,2		282,6	
Instruments financiers dérivés	320,8		-	
Autres éléments d'actif à court terme	135,5		132,0	
	1 810,1		1 523,5	

Actif à long terme

Immobilisations	2 897,6		3 058,7	
Actifs incorporels	2 275,0		2 344,1	
Actifs liés au droit d'utilisation	155,4		152,3	
Écart d'acquisition	2 726,0		2 718,5	
Instruments financiers dérivés	199,5		405,6	
Impôts différés	22,0		39,2	
Autres éléments d'actif	539,7		521,1	
	8 815,2		9 239,5	

Total de l'actif

10 625,3	\$	10 763,0	\$
-----------------	-----------	-----------------	-----------

Passif et capitaux propres

Passif à court terme

Emprunts bancaires	10,1	\$	-	\$
Créditeurs, charges à payer et provisions	950,3		861,0	
Revenus différés	305,8		309,7	
Subventions différées	39,3		162,4	
Impôts sur le bénéfice	31,2		47,4	
Tranche à court terme de la dette à long terme	1 161,1		56,5	
Tranche à court terme des obligations locatives	37,0		36,1	
	2 534,8		1 473,1	

Passif à long terme

Dette à long terme	5 317,7		6 467,9	
Instruments financiers dérivés	-		23,3	
Débetures convertibles	150,0		150,0	
Obligations locatives	149,2		147,1	
Impôts différés	780,3		829,6	
Autres éléments de passif	209,8		293,2	
	6 607,0		7 911,1	

Capitaux propres

Capital-actions	916,2		965,2	
Surplus d'apport	17,4		17,4	
Bénéfices non répartis	421,9		292,3	
Cumul des autres éléments du résultat global	1,8		(19,3)	
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	1 357,3		1 255,6	
Participations ne donnant pas le contrôle	126,2		123,2	
	1 483,5		1 378,8	

Total du passif et des capitaux propres

10 625,3	\$	10 763,0	\$
-----------------	-----------	-----------------	-----------